



Les puissances européennes débattent d'une possible faillite de la Grèce

Par [Christoph Dreier](#)

Mondialisation.ca, 30 septembre 2011

[wsws.org](#) 28 septembre 2011

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Peu de temps après que le gouvernement grec s'est plié aux dictats de la « troïka » - le Fonds monétaire international (FMI), la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne (CE) - pour imposer une nouvelle série de coupes massives dans les dépenses sociales, il est évident que ni ces mesures d'austérité ni la dernière tranche du « plan d'aide » ne résoudra la crise qui affecte le pays. Au contraire, la récession s'aggrave et les principales puissances européennes réfléchissent à haute voix sur la possibilité d'une faillite d'Etat de la Grèce.

Pour la première fois, un membre influent de la BCE n'a pas exclu une faillite ordonnée de la Grèce. « C'est l'un des scénarios, » a dit le chef de la Banque centrale néerlandaise, Klaas Knot, dans une interview accordée au journal *Het Financieele Dagblad*. « Les nouvelles d'Athènes, ne sont toutefois pas encourageantes, » a ajouté Knot. « Tous les efforts visent à éviter ceci, mais je suis à présent moins enclin à écarter un défaut qu'il y a tout juste quelques mois. »

L'agence de notation Moody's a aussi réagi à l'abaissement de deux points de la solvabilité de huit banques grecques. Le ministre grec des Finances, Evangelos Venizelos, a réagi en ordonnant que les autorités financières réexaminent tous les transferts internationaux supérieurs à 100.000 euros. Visiblement, le gouvernement craint que l'insolvabilité imminente des banques ne mène à une sortie massive de capitaux. Ceci correspond à la dégradation des banques de Moody's que celle-ci justifie en invoquant la baisse de leurs dépôts bancaires.

Selon le journal *Ta Nea, Ethnos*, Venizelos a dit aux députés parlementaires que même lui n'exclurait pas un défaut ordonné de la Grèce avec une restructuration (« haircut ») moyenne de 50 pour cent. Ceci signifierait que les créanciers renoncent à la moitié de leurs créances. Les obligations du gouvernement grec se négocient déjà en dessous de la moitié de leur valeur nominale. Au cas où il n'y aurait pas d'autre plan d'aide, une faillite désordonnée du pays est possible a dit Venizelos. C'est la première fois qu'un ministre influent du gouvernement a abordé la possibilité d'un défaut de paiement.

L'ancien chef économiste du FMI, Kenneth Rogoff, s'attend également à un « défaut de paiement spectaculaire. » « Les créanciers ne recevraient probablement que 30 ou 40 pour cent de chaque euro de la dette nominale, et peut-être même moins. C'est inévitable, » a-t-il dit au *Frankfurter Allgemeine Zeitung*.

Les marchés ont réagi nerveusement à la menace grandissante d'une défaillance

souveraine grecque. Le Dax a chuté sous le seuil des 5.000 points, pour se stabiliser plus tard autour d'une perte de 3 pour cent. L'Euro Stoxx a cédé 1,9 pour cent à 1.960 points.

Le débat au sujet d'une faillite grecque a plusieurs causes. D'abord, il est évident que ni les coupes gouvernementales ni l'aide de l'UE ne stabilisera l'économie grecque. Les deux mesures visent avant tout à financer directement les banques.

Au lieu de sauver l'économie, les mesures d'austérité initiales appliquées par le gouvernement social-démocrate ont presque paralysé le pays. Après la réduction des salaires d'environ 30 pour cent dans le secteur public, la réduction du salaire minimum à 600 euros et l'augmentation draconienne du prix du fioul et de l'électricité de 50 à 100 pour cent, la Grèce a subi un déclin de 5,5 pour cent de son rendement économique.

Cette récession et le déclin consécutif des revenus fiscaux, en plus des taux d'intérêts croissants des obligations gouvernementales, signifient que la dette grecque augmente en dépit des récents renflouements et que le gouvernement ne sera pas en mesure de satisfaire ses créanciers. Une fois de plus, il est demandé aux travailleurs grecs de payer l'addition ; le gouvernement envisage de supprimer 30.000 emplois supplémentaires et de réduire en plus les salaires des travailleurs restants.

Le FMI, la BCE et la Commission européenne ont fait de ces réductions une condition pour le versement de la dernière tranche du premier plan d'aide de la Grèce de 8 milliards d'euros. Mais, ceux qui bénéficient de ce plan ce ne sont pas les travailleurs grecs qui ont souvent dû se passer de leur salaire pendant des mois, mais les banques qui craignent pour leurs prêts. Le sauvetage signifie qu'elles peuvent échanger leurs mauvais emprunts gouvernementaux pour de nouveaux. Selon des rapports, 97 pour cent de l'aide sert à repayer les prêts et les taux d'intérêt à des intérêts financiers dans l'Union européenne. En revanche, les réductions pousseront davantage la Grèce dans la récession et aggraveront ainsi la crise.

Une autre raison pour la possibilité grandissante d'une faillite est le fait que le deuxième plan d'aide accepté le 2 juillet par les gouvernements communautaires n'a pas encore été ratifié par un seul Etat, et se heurte à une opposition croissante de l'élite allemande. Le scénario de Venizelos d'une faillite désordonnée se réfère précisément à l'éventualité que ce plan ne soit pas approuvé par les parlements nationaux.

En Allemagne, la question sera décidée au parlement le 29 septembre mais il est tout à fait incertain que le gouvernement Merkel soit en mesure de disposer d'une majorité absolue. Ces dernières semaines, les responsables du gouvernement se sont montrés sceptiques à l'égard d'une nouvelle aide pour la Grèce. A la mi-septembre, le dirigeant du Parti libéral-démocrate (FDP) et le ministre allemand de l'Economie, Philipp Rösler, avait déjà dit qu'il considérait qu'une faillite ordonnée de la Grèce était une option souhaitable et qu'en tant que ministre de l'économie il préparait déjà les outils appropriés. Le président de l'Union chrétienne-sociale (CSU), Horst Seehofer, est allé jusqu'à exiger l'exclusion de la Grèce de la zone euro.

Le ministre des Finances, Wolfgang Schäuble (Union chrétienne-démocrate, CDU), avait déjà fait dresser à son ministère divers scénarios pour la crise européenne, dont un plan B au cas où un défaut de la Grèce impliquerait la consolidation des banques allemandes exposées.

Dans son communiqué publié jeudi, le sommet du G20 des principaux pays industriels a tenté de calmer la panique qui s'est emparée des marchés partout dans le monde en faisant

sa propre promesse de renflouer les banques contre les risques d'une faillite d'Etat. Il a précisé : « Nous nous engageons à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la solidité du système bancaire et des marchés financiers. »

Un défaut de la Grèce ne signifierait non seulement la perte des dépôts pour les investisseurs, il exercerait également une pression énorme sur tous les autres pays de l'UE. Il est probable que les taux d'intérêts sur leurs obligations s'envoleraient en occasionnant d'autres défaillances des Etats. A tout le moins, cela conduirait à se demander si ces pays restent dans la zone euro.

La « solidité du système bancaire » ne pourrait être garantie qu'en octroyant des milliards aux institutions financières, ce qui entraînerait des attaques sociales dans chaque pays européen à l'image de celles perpétrées à Athènes. En Grèce même, le défaut de paiement aurait les conséquences les plus terribles. Tous les marchés publics de travaux et de services sociaux pourraient être déclarés nuls et nonavenus en un tour de main. Ceux qui ont encore droit à des salaires, des retraites ou des allocations de chômage seraient entièrement redéfinis et soumis à la réglementation en vigueur en cas de faillite.

Indépendamment d'une banqueroute ordonnée ou désordonnée, tous les acquis sociaux et tous les emplois seraient en jeu. Les mesures d'austérité déjà introduites par le gouvernement ont occasionné une catastrophe sociale. Durant ces derniers mois, un tiers de toutes les entreprises commerciales en Grèce ont été obligées de mettre la clé sous la porte, et un autre tiers n'est plus en mesure de payer les salaires de ses salariés. Les employés du public ou ceux travaillant dans des sociétés quasi gouvernementales attendent souvent des mois avant de toucher leur salaire. Les travailleurs de l'Acropole n'ont pas eu de salaire depuis 22 mois.

Il n'y a presque plus de manuels scolaires dans les écoles parce que les maisons d'édition refusent de les livrer en raison des dettes de l'Etat. Le système universitaire s'est pratiquement effondré. Parallèlement au chômage des jeunes, qui est d'au moins 30 pour cent, ceci conduit à un exode massif des jeunes grecs.

La banqueroute de l'économie grecque est à présent envisagée très sérieusement par les principales autorités européennes. Une telle banqueroute impliquerait l'octroi de davantage de milliards aux banques exposées, en propageant les coupes à tous les pays européens, la misère en Grèce et en engendrant des tensions nationales grandissantes.

Un tel programme est incompatible avec la démocratie et les implications politiques d'un défaut de paiement de la dette souveraine grecque sont également envisagées.

Dans un récapitulatif des différents scénarios possibles en cas d'un défaut de la Grèce de rembourser ses dettes, la BBC a avancé deux alternatives. La première prévoit que la Grèce reste en zone euro tout en ayant le résultat suivant : « Des troubles politiques : l'économie grecque pourrait s'effondrer avec des fermetures de banques et un gouvernement incapable de payer les services publics de base. Ceci pourrait causer une énorme agitation civile et l'effondrement du gouvernement. La Grèce a déjà connu des émeutes et l'occupation de bureaux gouvernementaux. La CIA a mis en garde contre un éventuel coup d'Etat militaire. »

La seconde alternative avancée par le rapport de la BBC concerne l'éventualité de la Grèce de quitter la zone euro. Conséquence : un effondrement financier mondial.

En début de semaine, le magazine *Forbes* avait publié son propre article intitulé « Après la défaillance de la Grèce, une guerre civile pourrait-elle s'ensuivre ? » L'article prévient ses lecteurs : « Après les banquiers, ce sera certainement le tour des politiciens corrompus d'avoir à endurer la colère de la foule. 'Voleurs, voleurs !' aiment à scander les émeutiers en quête d'affrontement. S'esquiver par la petite porte du parlement pourrait ne pas être si facile la prochaine fois. Tirer sur la foule ne fera que précipiter une insurrection armée.

« Une fois que les masses goûtent le sang et ont des martyrs à venger, leurs prochaines cibles seront certainement 'les riches' - du moins ceux qui n'ont pas été suffisamment prudents pour s'échapper à temps... »

Article original, [WSWS](#), paru le 24 septembre 2011

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Christoph Dreier](#), [wsws.org](#), 2011

Articles Par : [Christoph Dreier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca